

# *Le président cubain a mis l'accent sur le débat au sujet de la globalisation*

---

Image not found or type unknown



Discours prononcé par Díaz-Canel lors de la 14ème réunion sur les questions de mondialisation et de développement

Miguel Díaz-Canel Bermúdez Miguel Díaz-Canel Bermúdez 17 novembre 2023

Discours prononcé par Miguel Mario Díaz-Canel Bermúdez, Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et Président de la République, lors de la 14e réunion sur les problèmes de la mondialisation et du développement, au Palais des congrès, le 17 novembre 2023, "65e année de la révolution".

(Versions sténographiques - Présidence de la République)

Camarade Premier ministre, Manuel Marrero Cruz ;

Camarade ministre des Affaires étrangères de la République de Cuba, Bruno Rodríguez ;

Oscar Luis Hung, président de l'Association nationale des économistes ;

Vice-premier ministre Alejandro Gil ;

Ministres, membres du comité d'organisation et du comité académique de l'événement ;

Chers économistes, spécialistes des sciences sociales et étudiants :

Je mentionne les étudiants en dernier parce que je m'en sens partie prenante. Sur une scène comme celle-ci, pleine d'universitaires et de professeurs qui exposent leurs idées sur les problèmes mondiaux, qui ne se sent pas comme un étudiant lorsqu'il apprend ? Surtout aujourd'hui, 17 novembre, Journée internationale des étudiants.

Je vous félicite, chers étudiants en économie. Vous avez devant vous le défi gigantesque de contribuer à résoudre le plus grand problème de notre pays : que notre économie brise les murs du blocus. Et de prouver, avec effort et talent, tout ce que le socialisme est capable de réaliser, y compris dans l'économie.

Et puisque nous parlons du problème, je voudrais tout d'abord, au nom du peuple et du gouvernement cubains, remercier les visiteurs étrangers pour leurs fortes expressions de rejet du blocus génocidaire, ainsi que pour leur solidarité et leur soutien à l'héroïque peuple cubain, qui résiste aujourd'hui et croit en

la possibilité d'affronter le blocus, et les remercier pour leur soutien au peuple cubain.

Je vous remercie pour les énormes difficultés qui découlent de l'état de siège économique et financier, y compris celles qui affectent directement la famille cubaine.

Je vous remercie également pour votre présence à Cuba, en défi ouvert à la politique impériale, et pour les débats de fond qui ont été générés ici dans l'échange vif et intense de divers critères et expériences qui, à mon modeste avis, contribuent au même objectif : faire en sorte que les avantages de la mondialisation profitent à la grande majorité de tous les pays et pas seulement aux élites d'un groupe restreint de nations qui ont construit leur prospérité aux dépens de l'appauvrissement de la nôtre. Des nations qui, soit dit en passant, sont devenues par la suite des créanciers éternels, comme l'illustre si clairement et si douloureusement l'exemple d'Haïti, sœur et mille fois appauvrie, qui paie encore, par une pauvreté profonde, une spirale de violence et d'autres maux, pour sa rébellion inspiratrice : la première révolution d'esclaves de l'histoire moderne.

La dette de l'indépendance, un terme absurde et paradoxal, est le nom donné aux paiements de "réparations" que la république haïtienne a été obligée de faire pendant 122 ans pour éviter d'être envahie à nouveau par la puissante ex-métropole qui avait exploité toutes ses ressources humaines et matérielles avec les méthodes les plus cruelles.

Mais aujourd'hui encore, la seule solution qui vient à l'esprit de ceux qui prétendent être les sauveurs de nos voisins punis est d'envoyer des troupes, comme si souvent depuis 1915, date de la première invasion yankee, qui s'est déclarée prête à affronter la pauvreté et l'instabilité du pays, après que les marines de l'empire américain naissant eurent vidé la Banque nationale d'Haïti.

Haïti fait mal comme la Palestine, dont la minuscule bande de Gaza est devenue un test de l'inopérabilité des mécanismes et des instruments du droit international pour prévenir les génocides au XXI<sup>e</sup> siècle. De nombreuses résolutions de l'ONU ont été ignorées par ceux qui ont la responsabilité et l'engagement d'arrêter le génocide, mais qui préfèrent dépenser des milliards de leurs budgets pour que la guerre qui alimente leur économie ne s'arrête pas.

Alors que nous nous réunissons ici à La Havane, capitale d'un Cuba soumis à un blocus depuis plus de 60 ans dans le but déclaré de se faire exploser, Gaza continue d'être bombardée, point d'orgue génocidaire d'un autre blocus de plusieurs décennies.

Il y a sept ans, lors d'un sommet des non-alignés sur l'île de Margarita au Venezuela, le président cubain de l'époque, le général d'armée Raúl Castro Ruz, a prononcé des paroles qui semblent avoir été destinées à aujourd'hui, et je cite : "Il est inacceptable que le peuple palestinien continue d'être victime de l'occupation et de la violence, et que la puissance occupante continue d'empêcher la création d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale".

Cet appel maintes fois réitéré par de nombreux dirigeants du monde attend toujours une réponse, comme la dette extérieure impayable et tant d'autres conséquences d'un monde trop injuste pour la majorité de ses habitants. Cette réalité ne nous fera pas baisser les bras ni renoncer à défendre des idées plus justes pour faire le meilleur monde possible, même si nous ne le voyons pas.

Cette rencontre est un hommage à l'idée fondatrice du commandant en chef Fidel Castro, à sa recherche inlassable de la meilleure voie vers l'émancipation humaine et la survie de notre espèce, que le capitalisme néolibéral pousse irrationnellement vers l'extinction.

Depuis les grandes réunions sur la dette extérieure dans les années 1980 jusqu'aux événements de la mondialisation et du développement, Fidel a été un grand bâtisseur de consensus et un leader à la foi infinie qu'un monde meilleur est possible, mais seulement si l'ordre économique international antidémocratique et archaïque est transformé, en considérant toutes les idées visant au salut de l'humanité. Ses idées de l'époque, à la lumière des problèmes très graves d'aujourd'hui, sont d'une actualité bouleversante et nous obligent à transformer notre hommage en étude, en débat et en action.

Je pensais à Fidel lorsque nous avons ouvert cette réunion mardi. Sa présence se fait encore sentir ici et ses paroles sont rappelées dans les clôtures tant attendues de la mondialisation, qu'il s'agisse des minutes brèves et inattendues avec lesquelles il a surpris les participants à la première réunion ou des six heures et demie qui ont prolongé une autre réunion jusqu'à une heure avancée de la nuit.

J'ai assisté à la première réunion en tant qu'invité et j'ai depuis relu pratiquement tout ce qu'il a dit au fil des ans. Aussi, lorsqu'il m'a demandé de prendre la parole lors de la clôture, je me suis souvenu des mots qu'il avait prononcés lorsqu'on lui avait demandé de faire de même et qu'il avait dit qu'il aurait aimé avoir l'éloquence et l'érudition de ceux qui avaient pris la parole avant lui.

C'est exactement ce que j'ai ressenti en écoutant les exposés de José Luis et de Gambina lors de la séance d'ouverture et en partageant ensuite certaines des discussions au cours des sessions. Mais ce sont précisément ces analyses qui m'ont aussi inspiré pour développer les idées que je voudrais partager avec vous aujourd'hui.

Cette rencontre a été une magnifique source d'apprentissage et une occasion d'affirmer, de ratifier des convictions sur les questions abordées, en raison de la coïncidence des points de vue que nous avons partagés.

Il est merveilleux de confirmer que le débat pluriel, voire polémique, continue de prévaloir, ouvert aux points de vue les plus divers sur des questions qui doivent encore être mises en lumière et qui sont le résultat des processus liés à la mondialisation, avec un impact sur le développement.

Cette confrontation d'idées est un principe de ces rencontres que nous devons à leur principal promoteur, Fidel, qui a compris très tôt l'importance du processus déjà décrit par les universitaires et qui a présenté de manière systématique et convaincante ses propres arguments théoriques, toujours du point de vue des exploités et des exclus.

Il a décrit la mondialisation comme un processus objectif et irréversible d'interconnexions et d'interdépendances croissantes entre les économies nationales du monde entier, qui influence toutes les sphères de la vie sociale et qui trouve ses fondements et ses piliers fondamentaux dans le développement des technologies de transport, de communication et de traitement et de transmission automatisés de l'information. Mais il a également dénoncé avec force l'irrationalité et l'insoutenabilité de la vague néolibérale et l'urgence pour l'humanité de prendre conscience de la nécessité de la mondialisation de la solidarité humaine comme étape importante vers le triomphe définitif de la mondialisation socialiste en tant qu'alternative pour la survie de l'espèce.

Depuis lors, le monde a radicalement changé. Nous l'avons confirmé d'un coup, avec la récente pandémie qui a paralysé la planète pendant de longues et incertaines années et nous a tous laissés dans une situation pire pour n'avoir pas donné leur chance à la coopération et à la solidarité.

Les conflits anciens et nouveaux se transforment en guerres dont seuls les fabricants d'armes et les trafiquants tirent profit. Le multilatéralisme émergent tente d'avancer sur une voie minée par des ambitions impériales obsolètes. Les Nations unies, leurs organes et leurs principes sont constamment bafoués et violés parce qu'ils ont trop longtemps retardé leur nécessaire démocratisation.

Si nous ne changeons pas le désordre mondial actuel, la cupidité et l'égoïsme de quelques-uns nous précipiteront dans l'abîme, d'où ceux qui sont déterminés à empêcher un autre paradigme de coexistence ne pourront pas non plus s'échapper ; un monde plus juste, plus inclusif et plus équitable, qui offre aux nations appauvries de réelles possibilités de mener une vie digne et durable, dans lequel la faim et la pauvreté disparaissent enfin, et dans lequel le droit à la vie et au développement est respecté.

Permettez-moi de revenir à Fidel et à ses idées sur les défis de l'alternative à la mondialisation néolibérale.

Lors de la clôture de la Vème Rencontre, le leader historique de la Révolution cubaine a déclaré : "Il existe un domaine où la production de richesses peut être infinie : le domaine de la connaissance, de la culture et de l'art dans toutes ses expressions, y compris une éducation éthique, esthétique et solidaire soignée, une vie spirituelle pleine, socialement saine, mentalement et physiquement saine, sans laquelle nous ne pourrions jamais parler de qualité de vie.

"Y a-t-il quelque chose qui nous empêche d'atteindre ces objectifs ? a-t-il demandé.

Puis il a ajouté : "Nous voulons prouver ce que nous proclamons tous : qu'un monde meilleur est possible !

"Le temps est venu pour l'humanité de commencer à écrire sa propre histoire !

Après six décennies d'un blocus criminel, de 243 mesures pour renforcer cette persécution obsessionnelle de tout ce qui pourrait signifier une sortie de croissance sur le chemin du développement, Cuba mise tout sur ce domaine où la production de richesses peut être infinie, comme l'a dit et démontré Fidel, en promouvant le développement de la science et de la connaissance.

Permettez-moi de dire à ceux qui l'ignorent encore que le blocus américain contre Cuba n'a rien négligé, jusqu'à nous inscrire absurdement sur une liste de présumés sponsors du terrorisme, une sorte de camp impérial qui interdit l'accès aux crédits et aux financements.

Les économistes sont mieux placés que quiconque pour comprendre ce que signifie cet acte de méchanceté suprême à l'encontre d'une nation entière. Il n'y a pas d'économie au monde qui fonctionne sans finance et sans crédit. Mais les porte-parole de ce mal et de cette perversité, tout en nous bloquant et en nous harcelant, lancent des fleuves de diffamation et de manipulation, dans un seul but : rendre le gouvernement cubain responsable de la douleur qu'ils causent, faire croire que la planification est la négation du développement, que les États responsables sont inopérants et que le socialisme n'est pas viable.

Et voici Cuba, bloquée, harcelée, diffamée, qui démontre que seul le socialisme peut garantir la justice sociale, même dans un monde aussi injuste, inégalitaire, régi par des règles aveugles et des pouvoirs abusifs que celui d'aujourd'hui.

Cuba souffre et dénonce le blocus comme illégal, criminel et une violation des droits de l'homme de toute une nation depuis plus de 60 ans. Mais elle ne s'arrête pas dans ses programmes, elle ne renonce pas à un seul de ses objectifs de développement jusqu'en 2030, ce que peu de nations en développement peuvent même tenter.

Pratiquement privés de financements, de crédits et d'accès aux technologies à composantes nord-américaines, si courantes bien avant que l'on ne parle de mondialisation, nous avons conçu un système de gouvernement basé sur la science et l'innovation, en pariant sur la principale ressource de Cuba : le talent et la créativité du peuple, nourris en 64 ans de révolution par de solides programmes éducatifs, scientifiques et culturels.

Nous avons exigé que la recherche soit transférée des salles de cours universitaires à la production et aux services, que la connaissance soit promue et échangée, que les avantages indiscutables de vivre dans une société où les moyens de production fondamentaux appartiennent au peuple soient pleinement exploités, non pas comme une entéléchie, mais comme la seule explication de notre survie après six décennies de blocage par ceux qui agissent comme des maîtres du monde.

Nous croyons et faisons confiance à la jeunesse pour cristalliser ces projets. Nous croyons même aux milliers de jeunes qui ont émigré parce qu'ils croyaient qu'il serait impossible de réaliser leurs rêves ici, et parce que nous en avons vu surtout des milliers d'autres qui ont relevé des défis sans autre rémunération que le bonheur de faire des choses exceptionnelles ou simples pour leur pays.

Malgré les actions ouvertes de fuite des cerveaux, de siège et de conquête de centaines de milliers de jeunes gens hautement préparés qui sortent des universités cubaines ; malgré le criminel Cuban Adjustment Act par lequel les États-Unis reçoivent presque automatiquement comme émigrants politiques nos ressortissants qui arrivent irrégulièrement à leurs frontières, Cuba dispose d'une masse de jeunes étudiants et travailleurs qui réalisent des projets impressionnants dans la patrie.

Nous sommes le seul pays en voie de développement à disposer de nos propres vaccins contre le COVID-19 et d'autres maladies, créés principalement par de jeunes scientifiques, tout comme ceux qui ont produit des ventilateurs pulmonaires comparables aux meilleurs du monde, ou ceux qui réalisent actuellement un exploit dans l'entretien des centrales électro-énergétiques, qui ont été consommées par des années d'exploitation ; Ou les enseignants et les travailleurs de la santé, qui travaillent dans les villes et les montagnes, dans les hôpitaux et les polycliniques, parfois sans les conditions matérielles nécessaires pour fournir un service optimal, et qui ont pourtant maintenu nos indicateurs de qualité de vie à des niveaux comparables aux meilleurs du monde ; ou ceux qui entreprennent des projets sous des formes non étatiques, les fameuses MPME, souvent liées à des entités de l'État cubain. Nous les avons rencontrés lors de nos déplacements dans le pays, luttant contre la pénurie, mais aussi contre l'inefficacité et l'oisiveté.

Les sociétés parfaites n'existent pas. Nous en sommes loin. Nous manquons tellement de choses que ceux qui mesurent le développement à l'aune des niveaux de consommation de la société nous décrivent comme un pays englué dans la pauvreté. Cependant, ceux qui connaissent le visage et l'essence de la pauvreté décrivent une autre réalité : une nation qui résiste sans renoncer au développement en fonction de ses niveaux de connaissance et de participation au projet social.

Le socialisme, un système si nouveau, si diversifié, qui a tant besoin de volonté politique et de participation sociale pour s'établir et progresser, nous met au défi d'essayer chaque jour avec un nouvel obstacle devant nous. C'est pourquoi il n'est pas possible de juger Cuba sans tenir compte des défis qui rendent notre expérience unique et des chemins que nous ouvrons avec la poussée de l'histoire et de l'avenir qui peut encore être.

Nous avons dit plus d'une fois que dans une révolution authentique, la victoire est un apprentissage, parce que nous ne marchons pas sur une route éprouvée. Nous marchons le long d'un chemin clôturé, en essayant d'éviter les obstacles de l'adversaire et nos propres erreurs. Nous appelons cet exercice continu d'apprentissage et de création d'alternatives la résistance créative.

Nous sommes fiers d'avoir échappé à la mondialisation néolibérale, qui n'est pas seulement un modèle économique, mais aussi une conception idéologique et un projet politique de domination impériale, promu par les principales puissances mondiales, avec les États-Unis à leur tête, déterminées à contrôler, à redessiner et à profiter du système injuste des relations internationales pour structurer un nouvel ordre mondial qui leur permette de maintenir leurs intérêts hégémoniques, alors que d'autres acteurs importants optent pour le multilatéralisme et la coopération.

Lors du récent sommet du groupe des 77 et de la Chine, qui s'est tenu dans ce même palais des congrès, nous avons partagé des indicateurs de développement qui ne font que démontrer l'échec retentissant du néolibéralisme pour la grande majorité de la population mondiale.

Je reprends certaines des données et des commentaires que nous avons exprimés à l'époque et que nous voudrions réitérer aujourd'hui, en raison de la force douloureuse avec laquelle ils décrivent l'ordre mondial actuel, injuste et insoutenable :

À sept ans seulement de l'échéance fixée pour la réalisation de l'Agenda 2030, les perspectives sont décourageantes. Au rythme actuel, aucun des 17 Objectifs de développement durable ne sera atteint, et plus de la moitié des 169 cibles convenues ne seront pas atteintes.

Il est inacceptable qu'au 21<sup>e</sup> siècle, près de 800 millions de personnes souffrent de la faim sur une planète qui produit suffisamment pour nourrir tout le monde.

Rien ne justifie qu'à l'ère de la connaissance et du développement accéléré des technologies de l'information et de la communication, plus de 760 millions de personnes, dont deux tiers de femmes, ne sachent ni lire ni écrire.

Les pays de notre groupe ont dû dépenser 379 milliards de dollars de leurs réserves pour défendre leur monnaie d'ici 2022, soit près du double du montant des nouveaux droits de tirage spéciaux qui leur ont été alloués par le Fonds monétaire international.

Alors que les pays les plus riches ne respectent pas leur engagement de consacrer au moins 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement, les nations du Sud doivent dépenser jusqu'à 14 % de leurs revenus pour payer les intérêts de la dette extérieure.



La plupart des pays du G77 sont contraints de dépenser plus pour le service de la dette que pour les investissements dans la santé ou l'éducation.

Le changement climatique menace la survie de tous, avec des effets déjà irréversibles.

Plus de 3 milliards de personnes sont affectées par la dégradation des écosystèmes. Plus d'un million d'espèces végétales et animales sont menacées d'extinction. Si nous n'agissons pas immédiatement, nous léguons à nos enfants et petits-enfants une planète méconnaissable et inhabitable.

Ceux qui ont le moins d'influence sur la crise climatique sont ceux qui souffrent le plus de ses effets, en particulier les petits États insulaires en développement. Tandis que les pays industrialisés, prédateurs voraces des ressources et de l'environnement, se déroberont à leur responsabilité majeure et ne respectent pas leurs engagements au titre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris.

Pour ne citer qu'un exemple, il est profondément décevant que l'objectif de mobiliser pas moins de 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2020 au titre du financement climatique n'ait jamais été atteint.

Ce sont les populations du Sud qui souffrent le plus de la pauvreté, de la faim, de la misère, des décès dus à des maladies curables, de l'analphabétisme, des déplacements humains et d'autres conséquences du sous-développement. Nombre de nos nations sont qualifiées de pauvres, alors qu'elles devraient être considérées comme des nations appauvries. Et cette condition dans laquelle nous avons été plongés par des siècles de dépendance coloniale et néocoloniale doit être inversée, parce qu'elle n'est pas juste et parce que le Sud ne supporte plus le poids mort de tous les malheurs.

Au milieu du développement scientifique et technique le plus colossal de tous les temps, le monde a reculé de trois décennies en termes de réduction de l'extrême pauvreté et il y a des niveaux de famine qui n'ont pas été atteints depuis 2005.

Dans le Sud, plus de 84 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés et plus de 660 millions de personnes sont privées d'électricité ; seulement 36 % de la population utilise l'internet dans les pays les moins avancés et les pays en développement enclavés, alors que 92 % y ont accès dans les pays développés.

Il faut savoir que le coût moyen d'un smartphone représente à peine 2 % du revenu mensuel par habitant en Amérique du Nord, alors que ce chiffre atteint 53 % en Asie du Sud et 39 % en Afrique subsaharienne. Face à ces réalités, il est impossible de parler sérieusement de progrès technologique ou d'accès

équitable aux communications.

La transition énergétique s'opère également dans des conditions de profonde inégalité qui tendent à se perpétuer. La disproportion de la consommation d'énergie entre les pays développés (167,9 gigajoules par personne et par an) et les pays en développement (56,2 gigajoules par personne et par an) est une conséquence du fossé économique et social existant, et c'est aussi la raison pour laquelle ce fossé continuera à se creuser.

Une grande partie des maladies les plus répandues dans les pays en développement sont des maladies que l'on peut prévenir et/ou traiter. L'Organisation mondiale de la santé a déclaré dans son rapport sur la santé dans le monde qu'environ 8 millions de personnes meurent prématurément chaque année de maladies et d'affections évitables. Ces décès représentent un tiers de l'ensemble des décès humains dans le monde chaque année.

Nous essayons tous, ou presque, d'attirer les investissements directs étrangers, qui sont une composante nécessaire du développement et de la gestion des économies.

Mais nous savons que, le plus souvent, ces investissements ne s'accompagnent pas d'un transfert de connaissances et d'une aide au renforcement des capacités. Cette absence a pour conséquence de placer les pays en développement au bas des chaînes de valeur mondiales et de limiter considérablement ou de dévaloriser systématiquement leurs recherches dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de l'environnement et d'autres secteurs.

Ce phénomène s'ajoute à la fuite des talents ou à ce que l'on appelle communément la "fuite des cerveaux", c'est-à-dire le fait que les pays plus développés profitent des compétences et des connaissances des professionnels que les pays en développement forment à grand-peine, souvent sans aucun soutien de la part des nations plus riches.

Il s'agit d'une fuite massive et d'une contribution financière remarquable des pays en développement aux pays riches - bien plus importante, d'ailleurs, que l'aide publique au développement, sur la base d'un flux migratoire dévastateur pour les pays sous-développés.

La privatisation du savoir impose des limites à la circulation et à la recombinaison des connaissances. Elle limite le progrès et les solutions scientifiques aux problèmes. Elle constitue un obstacle important au développement et au rôle que la science, la technologie et l'innovation devraient y jouer. Elle aggrave les conditions socio-économiques des pays en développement.

Il suffit de dire qu'au milieu de la plus grande pandémie que l'humanité ait jamais connue, seuls dix fabricants assuraient 70 % de la production de vaccins contre le COVID-19. La pandémie a illustré de

manière frappante le coût de l'exclusion scientifique et numérique, faisant des victimes et creusant le fossé entre le Nord et le Sud.

Ainsi, les pays en développement ne disposaient que de 24 doses de vaccin pour 100 personnes, alors que les pays les plus riches en avaient près de 150 pour 100 personnes. Face à l'appel à multiplier les solidarités et à mettre de côté les désaccords, le monde a fini par devenir absurdement plus égoïste.

L'Organisation mondiale de la santé a formulé le fameux syndrome 90/10, selon lequel 90 % des ressources de la recherche en santé sont consacrées aux maladies qui causent 10 % de la mortalité et de la morbidité, tandis que celles qui causent 90 % de la mortalité et de la morbidité ne disposent que de 10 % des ressources. Les multinationales pharmaceutiques ne sont manifestement pas intéressées par la guérison des gens, elles ont besoin qu'ils soient malades pour faire plus de profits.

En ce qui concerne les marchés financiers, les nations du Sud ont été confrontées à des taux d'intérêt jusqu'à huit fois plus élevés que ceux des pays développés. Environ un cinquième des économies en développement ont liquidé plus de 15 % de leurs réserves de change internationales pour atténuer la pression sur les monnaies nationales.

En 2022, 25 pays en développement ont dû consacrer plus d'un cinquième de leur revenu total au service de la dette publique extérieure, ce qui constitue une nouvelle forme d'exploitation.

Entre 2014 et 2018, les dépenses mondiales en recherche et développement ont augmenté de 19,2 %, dépassant le taux de croissance économique mondial de 14,6 %. Cependant, elles restent très concentrées, 93 % d'entre elles étant effectuées par les pays du G20.

Les ressources nécessaires à une solution fondamentale à ces problèmes existent. Rien qu'en 2022, les dépenses militaires mondiales ont atteint le chiffre record de 2,24 trillions, soit des milliers de milliards de dollars. Que pourrait-on faire avec ces ressources au profit du Sud ?

Pour parvenir à une participation universelle et inclusive à l'économie numérique, il faudra investir au moins 428 milliards de dollars dans nos pays d'ici à 2030, une demande qui peut être satisfaite avec seulement 19 % des dépenses militaires mondiales.

Pourtant, le Sud semble destiné à vivre des miettes que le système actuel lui réserve. Le soutien financier du Fonds monétaire international aux pays les moins avancés et aux autres pays à faible revenu pour la période allant de 2020 à la fin novembre 2022 ne représente pas plus que l'équivalent de ce que la société Coca Cola a dépensé pour la seule publicité de sa marque au cours des huit dernières années.

Pendant ce temps, à peine moins de 2 % de l'aide publique au développement, déjà insuffisante, ont été consacrés à la science, à la technologie et aux capacités d'innovation.

Selon les estimations, 9 % des dépenses militaires mondiales pourraient financer l'adaptation au changement climatique en dix ans, et 7 % suffiraient à couvrir le coût de la vaccination universelle contre les pandémies.

Une architecture financière internationale qui perpétue de telles disparités et oblige les pays en développement à immobiliser des ressources financières et à s'endetter pour se protéger de l'instabilité que le système lui-même génère, qui agrandit les poches des riches au détriment des réserves des 80 % les plus pauvres, est sans aucun doute une architecture hostile au progrès des nations. Elle doit être démolie si elle aspire réellement à assurer le développement de la grande masse des pays en voie de développement.

La pandémie de COVID-19, dont la planète n'est pas encore totalement libérée, nous a donné de dures leçons. Alors que des valeurs et des vertus édifiantes ont été manifestées et que des exemples remarquables d'esprit de solidarité ont été observés, la nature profondément inhumaine du système international actuel a malheureusement été révélée. L'insensibilité et l'égoïsme face à la souffrance humaine ont prévalu, de même que l'appât du gain pour les vaccins et les équipements médicaux essentiels.

Il est essentiel d'entreprendre une réforme en profondeur des institutions financières internationales, tant en termes de gouvernance et de représentation que d'accès au financement, qui prenne dûment en compte les intérêts légitimes des pays en développement et renforce leur capacité de décision au sein des institutions financières mondiales.

Il est essentiel d'exiger la fin des mesures coercitives unilatérales et des blocus illégaux, comme celui contre Cuba, encore intensifié par l'inclusion frauduleuse de notre pays dans la liste arbitraire et unilatérale des pays qui soutiennent prétendument le terrorisme.

Voilà pour les extraits de la présentation que nous avons faite au nom des majorités exclues des bénéficiaires de la mondialisation et du développement.

Au cours de ces journées, je me suis demandé en silence, en écoutant attentivement chaque intervention, s'il existait aujourd'hui dans le monde une économie en développement qui ait échappé aux conséquences du désordre mondial et qui offre la prospérité à sa population. Je n'ai entendu aucun exemple cité.

Force est de constater que la tyrannie du marché au service des économies les plus puissantes de la planète, non seulement n'a résolu aucun de nos problèmes, mais nous a fait tomber dans ce que mon cher ami Frei Betto appelle la globocolonisation.

Chers amis :

Merci de m'avoir donné l'occasion de vous écouter et de m'écouter !

Il y a encore beaucoup à dire et à proposer. C'est pourquoi nous vous donnons rendez-vous à La Havane en 2025.

Je vous remercie.

(Applaudissements.)

Image not found or type unknown



(Source Présidence de la République)

---

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/339753-le-president-cubain-a-mis-laccent-sur-le-debat-au-sujet-de-la-globalisation>



**Radio Habana Cuba**